

Journal de Roubaix

Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

Visitez la BELGIQUE
 en voyant de
 Carte de Circulation
 de 5, 10 ou 15 jours
 des réductions sur les prix ordinaires
OFFICE DES CHEMINS DE FER BELGES
 14, rue du 4-Septembre
 — PARIS —

BUREAUX
 ROUBAIX — 89-91, Grande-Rue. Tél. 237.23, 237.19 et 237.24.
 TOURCOING — 23, rue Carpeot. Tél. 37.
 LILLE — 3, rue Faidherbe. Tél. 539.21.
 PARIS — 23, boulevard Poissonnière. Tél. Provence. 71.24.
 MOUSCRON — 105, rue de la Station. Tél. 5.44.
ANCIENS DIRECTEURS :
 Jean Reboux
 Alfred Reboux
 Madame Alfred Reboux

BILLET PARISIEN
M. Bonnet l'emporte au conseil de cabinet

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)
 PARIS, 8 NOVEMBRE (Minuit).
 Le conseil de cabinet qui s'est tenu lundi avait à choisir entre la politique financière de M. Georges Bonnet et celle du congrès socialiste. On sait que celui-ci n'a pas ménagé les critiques à notre grand argentier à qui la S.F.I.O. ne pardonne pas d'avoir osé dire la vérité au pays sur les conséquences désastreuses de l'expérience Blum. Autant pour combattre l'influence du ministre des finances dans le cabinet que pour surcharger sa démagogie des communistes, les socialistes ont contesté tous les chiffres du projet budgétaire de 1938, trouvant notamment trop peu élevées les évaluations de dépenses. Pareille constatation, qui devrait logiquement les inciter à rechercher toutes les économies possibles, ne les empêche pas de proposer des mesures qui auraient pour conséquence de creuser davantage encore le déficit.

Devant l'offensive socialo-communiste dirigée contre M. Georges Bonnet, le cabinet semble s'être prononcé en faveur de celui-ci. Il a estimé qu'il n'y avait pas à revenir sur les chiffres du budget qui ont été d'ailleurs, approuvés par tous les collègues du ministre des Finances, y compris les ministres socialistes. Bref, dans les prochaines luttes parlementaires, M. Georges Bonnet est assuré de la collaboration du gouvernement tout entier.

Aussi bien, le conseil a laissé en suspens un certain nombre de problèmes qui ne peuvent précisément être résolus qu'autant que des ressources nouvelles seront créées. C'est ainsi qu'il s'est prononcé en faveur de la retraite des vieux travailleurs, réservant toutefois les moyens financiers qui permettront l'exécution de cette réforme. Il a approuvé le principe de la réouverture de l'Exposition en 1938, mais les fonds nécessaires — 475 millions environ! — doivent être demandés au Parlement, et c'est le problème de l'équilibre budgétaire qui, à cette occasion devra se poser de nouveau.

Pour le reste, le gouvernement défendra devant le Parlement — qui rentrera le 16 novembre — la nécessité de n'engager aucune dépense nouvelle qui ne soit couverte par des ressources correspondantes.

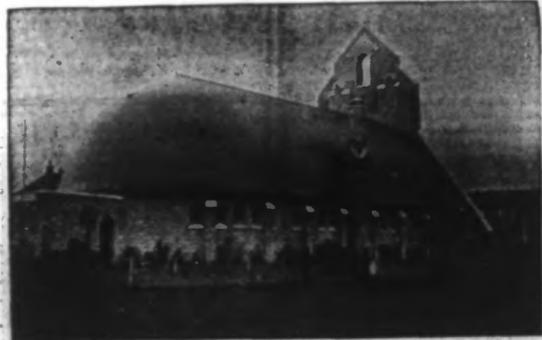
La défense du franc, confondue avec la défense du budget, reste un des principes d'action du cabinet Chautemps.

René ROUSSEAU.
Le président du Parti social français est condamné à 200 fr. d'amende 3.000 fr. de dommages-intérêts envers M. Pozzo di Borgo

LYON, 8 NOVEMBRE. — Le procès en diffamation intenté par M. Pozzo di Borgo contre le colonel de la Rocque a eu son épilogue, lundi après-midi, devant la 4^e Chambre correctionnelle, que présidait M. Meynadier.

Le tribunal a condamné le colonel de la Rocque à 200 fr. d'amende, 3.000 fr. de dommages-intérêts et aux frais du procès. Le tribunal, en présence de la publicité donnée précédemment à cette affaire, n'a pas jugé utile d'accorder des insertions du jugement demandées par le plaignant.

La 90^{me} église du cardinal Verdier



L'ÉGLISE SAINT-PAUL, à VITRY, QUI A ÉTÉ OUVERTE DIMANCHE AUX FIDÈLES. C'est la 90^{me} église qui est construite dans le diocèse de Paris depuis la nomination de S. E. le cardinal Verdier. (Ph. Trappes)

M. Albert Sarraut a présidé hier une conférence de coordination des problèmes de l'Afrique du Nord



M. SARRAUT (debout) CONFÈRE AVEC MM. GUILLON, LE BEAU ET NOGUES (de gauche à droite) (Ph. Saffra.)

Paris, 8 novembre. — La Conférence de coordination des problèmes d'Afrique du Nord a tenu lundi, sous la présidence de M. Albert Sarraut, deux séances auxquelles assistaient avec M. Le Beau, gouverneur de l'Algérie, le général Nogues, résident au Maroc, et M. Guillon, résident général en Tunisie; MM. Aubaud, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur; de Saint-Quentin, directeur au ministère des affaires étrangères et Peigné, directeur des affaires algériennes.

Les entretiens ont porté sur la sécurité générale de l'Afrique du Nord, les mesures urgentes appelées par la disette, l'organisation de la politique de l'eau, la situation économique et financière, l'enseignement et l'hygiène des populations africaines et les projets relatifs à leur participation aux emplois publics et aux organismes représentatifs.

L'examen de ces diverses questions se poursuivra mardi, mercredi et jeudi.

LE CONSEIL DE CABINET

La rentrée des Chambres va être fixée au 16 novembre

Un crédit de 300 à 400 millions sera demandé pour la reconduction de l'Exposition

Paris, 8 novembre. — Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis à 18 heures, en Conseil de cabinet à l'Élysée Matignon, sous la présidence de M. Camille Chautemps, président du Conseil.

Le Conseil a examiné la situation politique à la veille de la rentrée et au lendemain de divers congrès, où les partis de la majorité ont renouvelé leur confiance au gouvernement.

Il a envisagé successivement la date de la convocation des Chambres, les demandes d'interpellations qui lui sont adressées et l'ordre du jour des deux assemblées. La date du mardi 16 novembre sera soumise mardi au Conseil des ministres pour la rentrée du Parlement.

Les membres du gouvernement ont décidé qu'il sera procédé tout de suite à la discussion du budget qui sera voté, comme l'année précédente, par ministère.

Le gouvernement acceptera les interpellations de politique extérieure et de politique intérieure qui seront discutées comme d'habitude le vendredi.

Après le vote du budget, le gouvernement demandera à la Chambre de se saisir des projets sociaux. Le projet de loi relatif à la retraite des vieux travailleurs viendra en discussion en premier lieu. D'ici là, le projet sera étudié au point.

M. Léon Blum a demandé l'inscription à l'ordre du jour de la Chambre de la loi sur la presse du projet Blum-Viollette et le vote par le Sénat ces projets agricoles en instance devant la Haute Assemblée.

D'autre part, il est vraisemblable qu'un crédit de 300 à 400 millions sera demandé pour la reconduction de l'Exposition, dont le principe a été décidé.

L'AGITATEUR MAROCAIN ALLAL EL FASSI...



(Ph. Keyroue.)
 ...qui vient d'être déporté à Libreville (Gabon)

LE CARDINAL TAPPONI, patriarche d'Antioche va être reçu à Paris avec les honneurs royaux

Paris, 8 novembre. — Le cardinal Tapponi, patriarche d'Antioche, est parti de Rome pour Paris. Il a été salué à la gare par M. Charles Roux, ambassadeur de France près le Saint-Siège, ainsi que par les représentants du cardinal Tisserant, secrétaire de la Congrégation pour l'Église orientale et par plusieurs prélats orientaux et français.

Le patriarche qui a pris place dans un wagon-salon mis à sa disposition par le gouvernement français, est accompagné dans son voyage par Mgr Hebbe, son auxiliaire, et par Mgr Hinds, son procureur.

Mgr Ignace-Gabriel Tapponi est né le 3 novembre 1879, à Mossoul. Elevé par les pères dominicains français, il défendit pendant la guerre, avec un véritable héroïsme, les fidèles contre les violences des Turcs. Arrêté en 1918, il fut condamné à mort puis gracié. Il subit néanmoins à Alep, plusieurs mois de prison pour la cause de l'Église et de la France.

En 1919, il fut chargé de l'intérim du diocèse d'Alep, dont il devint l'évêque titulaire en 1921. En 1929, le corps épiscopal syrien l'élit par acclamations patriarche d'Antioche. Le 19 décembre 1935, il reçut le chapeau cardinalice.

Le cardinal Tapponi est commandeur de la Légion d'honneur.

Voici les grandes lignes des manifestations qui marqueront sa visite dans la capitale :

A son arrivée, mercredi, à la gare du P.L.M., il sera salué par les hautes personnalités civiles, militaires et religieuses. Il gagnera ensuite les appartements qui lui sont réservés dans le septième arrondissement.

A 10 h. 20, il sera reçu par M. Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères, et, par M. François de Tesean, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, puis il se rendra à l'Arc de Triomphe.

Le jeudi 11 novembre, il assistera dans la tribune officielle, au défilé de l'Armistice.

Quant aux journées de vendredi et samedi, il rendra visite à M. Albert Lezayrier, président de la République; Camille Chautemps, président du Conseil; aux présidents de la Chambre et du Sénat, des commissions des Affaires étrangères de ces deux assemblées, ainsi qu'au rapporteur du traité de l'indépendance de la Syrie et du Liban.

Et dimanche 14, au pavillon pontifical de l'Exposition internationale, entouré de LL. EE. les cardinaux Verdier et Baudrillard, de NN. SS. Chaptal, Bolevard, Le Henneq, etc., Mgr Tapponi célébrera une messe de rite syrien à laquelle sera représenté le gouvernement français.

En Belgique LA COMPOSITION PROBABLE DU CABINET SPAAK

Bruxelles, 8 novembre. — Après s'être entretenu successivement avec les délégués du Bloc catholique, les représentants des libéraux et ses collègues socialistes, M. Spaak a réuni à 22 h. 30, pour un échange de vues, les « ministres », dont plusieurs n'avaient encore donné qu'une adhésion réticente, subordonnée à l'approbation de leurs groupes respectifs.

Les diverses personnalités dont les noms sont indiqués ci-dessous ont délibéré jusqu'à une heure du matin.

Si l'accord se fait, voici quelle serait la composition du futur Cabinet, auquel le roi ne pourra donner son agrément avant mardi à midi :

Premier ministre : M. SPAAK (Socialiste).

Ministre sans portefeuille : M. DE VLEESCHAUWER (catholique).

Affaires étrangères : M. FIERLOT (catholique).

Justice : M. DE BUS DE WAPPE (catholique).

Affaires économiques : M. VAN ISACKER (catholique).

Colonies : M. RUBENS (catholique).

Agriculture : M. ORBAN (catholique).

Finances : M. DE MAN (socialiste).

Travaux publics : M. MERLOT (socialiste).

P. T. T. : M. BOUCHERY (socialiste).

Santé publique : M. WATERS (socialiste).

Travail et Prévoyance sociale : M. DE LATRE (socialiste).

Intérieur : M. DIECKX (libéral).

Instruction publique : M. VANDERPOOTEN (libéral).

Transports : M. JENNISSEN (libéral).

Défense nationale : Général DENIS (sans parti).

Que se passe-t-il dans l'état-major de l'armée allemande?

Berlin, 8 novembre. — Les milieux officiels déclarent démentir de tout fondement les informations publiées à l'étranger selon lesquelles le général von Reichenau aurait été nommé chef d'état-major général de l'armée allemande en remplacement du général Beck.

LE GÉNÉRAL BECK (Ph. Saffra.)

Libres propos

Les partis et la famille

Ceux qui ont suivi avec attention les séances du Congrès radical se sont rendu facilement compte que la famille tenait peu de place dans les préoccupations des hommes qui nourrissent l'ambition légitime de conduire le pays dans la voie du redressement et du salut. Par un inconcevable illogisme, les questions à l'ordre du jour furent étudiées sous l'angle national, républicain ou social sans qu'intervint une seule fois l'élément essentiel de la nation, du régime et de la société : la famille. Les chefs qui se firent entendre à la séance de clôture, parlèrent avec une éloquence escamoteuse du parti, et de son unité, de la nécessité électorale de maintenir le Front populaire, de l'ordre, de la liberté et des droits des citoyens, mais aucun d'eux — ni M. Chautemps, ni M. Herriot, ni M. Daladier — ne parla de la famille française, de sa situation angoissante vis-à-vis de la crise économique, de la vie chère, du chômage. Pas un orateur ne cita la dénatalité parmi les périls qui menacent l'avenir de la France. Pas un ne réclama pour nos foyers, qui meurent faute d'enfants, des mesures de protection qui soient vraiment efficaces.

Certes, l'individu a besoin d'être défendu, aidé. L'État a raison de se pencher sur ses besoins, sur sa misère. Mais c'est la famille qui perpétue la race; et quand elle est nombreuse, qui constitue la force et la richesse du pays. Celui-ci ne peut être sauvé que par

celle-là. Il est donc vain de chercher en dehors du problème familial la solution de notre relèvement et de notre avenir.

C'est seulement quand on aura mis la famille à la place qui lui revient de droit dans tous les domaines, que sera possible le relèvement politique, économique et social de la nation.

C'est seulement quand l'autorité du père de famille, avec toutes ses conséquences, sera reconnue par la loi électorale, que le suffrage universel cessera d'être l'instrument des individualismes égoïstes et des chapelles politiciennes pour devenir une émanation véritable de la responsabilité collective.

C'est seulement quand la mère de famille sera rendue à son foyer, par des mesures efficaces, qu'on pourra parler de défense pratique de la race et de justice sociale réelle.

On y viendra. La voix des hommes de cœur qui sont doublés de citoyens clairvoyants et de réformateurs pacifiques, finira par se faire entendre chez nos foyers, qui meurent faute d'enfants, des mesures de protection qui soient vraiment efficaces.

Mais il serait souhaitable que le mouvement familial trouvât dans tous les milieux et chez tous les Français, principalement chez ceux dont on attend l'exemple, une sympathie agissante et constructive.

Louis DARTOIS.

Une telle monstruosité est-elle possible?

Trois mille chômeurs haïtiens auraient été jetés aux requins en République Dominicaine



LA CAPITALE DE LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, l'ancienne Santo-Domingo, qui s'appelle maintenant CUAJAO TRUJILLO, du nom du président-dictateur.

Nous avons relaté hier, le massacre de plusieurs haïtiens qui aurait été commis dans la République de Saint-Domingue. Voici de nouveaux détails sur ces sanglants événements.

Il y a quelques semaines, plusieurs milliers de chômeurs haïtiens passaient la frontière de la République Dominicaine pour chercher du travail dans les plantations.

Le président de la République, le général Trujillo, qui exerce sur le pays une véritable dictature, ordonna de libérer le pays de ces émigrants.

De véritables raids furent effectués pendant trois jours et trois nuits consécutifs et plusieurs centaines d'entre eux — d'aucuns disent même 3.000 — furent capturés et froidement massacrés.

Leurs cadavres furent ensuite jetés aux requins dans la mer des Caraïbes.

Le gouvernement des États-Unis, qui exerce encore une sorte de protection militaire sur Haïti, a ordonné une enquête.

D'ordre de son gouvernement, M. Pastoria, ministre de la République Dominicaine, a fait la déclaration suivante : « Le gouvernement dominicain n'a pas mobilisé ses troupes et n'envoie pas une pareille opération. L'incident qui est survenu à la frontière haïtienne est sans importance et nous le considérons comme clos. »

Toutefois, une enquête est menée pour déterminer la responsabilité des incidents qui se sont produits le mois dernier, et les coupables seront punis. »

M. Pastoria a démenti ensuite, en les qualifiant de tendancieuses, les transformations selon lesquelles le nombre des personnes tuées ou blessées au cours des incidents serait de mille à trois mille.

L'ambassadeur des Soviets proteste à Rome

Rome, 8 novembre. — Le comte Galeazzo Ciano, ministre des Affaires étrangères, a reçu M. Boris Stein, ambassadeur de l'U.R.S.S. à Rome, qui lui a déclaré que le gouvernement de Moscou considère que la stipulation du pacte tripartite anticommuniste est contraire à l'accord de 1933 et juge que le geste de l'Italie est inamicale à l'égard des Soviets.

Le comte Ciano a pris acte de cette communication.

On répète dans les milieux autorisés italiens que ce pacte n'est dirigé contre aucun pays et qu'il vise non pas l'U.R.S.S., mais la III^e Internationale.

C'est, dit-on, ce que le comte Ciano n'aura pas manqué de faire valoir auprès du représentant de l'U.R.S.S.

Une évolution de Dantzig vers le régime hitlérien

Varsovie, 8 novembre. — Deux ordonnances ont été publiées lundi à Dantzig. La première interdit la formation de nouveaux partis politiques, la seconde prévoit la création d'une organisation de jeunesse d'origine allemande sur le modèle de la jeunesse hitlérienne. Cette organisation sera commandée par M. Greiser, président du Sénat.

D'autre part, une loi d'amnistie politique a été votée.

Camarades d'entraînement...



Le géant CARNERA montre ses gants en célébrant sa victoire sur AL BROWN, son camarade d'entraînement, dans une salle parisienne (Ph. Saffra.)

CHRONIQUE DES LETTRES

Voyages en France et hors de France

C'est en somme un voyage en France que nous conte, dans son Journal d'un intellectuel en chômage (1), M. Denis de Rougemont. Jeune écrivain que la crise a privé, comme tant d'autres, des revenus normaux de sa plume, M. de Rougemont a dû s'exiler de Paris et chercher au fond de la province un moyen de subsister économiquement. Des amis lui ont offert l'usage d'une petite maison de pêcheur au bord de l'Atlantique, dans une île qui doit être l'île de Ré. Ensuite, il reçut l'hospitalité dans une vieille demeure paysanne du pays de Nîmes. De cette double expérience, il a tenu le journal, avec cette attention lucide et méticuleuse, avec cette gravité noblement puritaine qui donnent le ton à tous ses écrits.

On trouve d'abord, dans le Journal d'un intellectuel en chômage, d'excellentes recettes pour vivre de peu — cela en restreignant au seul nécessaire les dépenses quotidiennes, mais surtout en cultivant en soi l'amour de la pauvreté et de la simplicité, le sens du bonheur naturel, le mépris des artifices de la civilisation. Et, sans doute, plus d'un lecteur de cet ouvrage y recueillera des conseils pratiques et moraux, toujours utiles et principalement par les temps où nous vivons. Mais ce n'est pas, à mon sens du moins, cet aspect du Journal qui en constitue le plus grand intérêt : ce qu'il y faut surtout chercher, c'est la rencontre d'un intellectuel, et d'un intellectuel parisien — doublement accoutumé, par conséquent, à une atmosphère abstraite et artificielle — avec la réalité fruste, « rugueuse », solide et, si l'on peut dire, essentielle de la vie provinciale et paysanne. Sur une grève de l'Océan ou sur les pentes des Cévennes, M. de Rougemont retrouve la nature et telles notations sur la chanson profonde de la mer au vent d'automne ou sur le charme d'une pure matinée d'hiver au soleil du Midi, le soulèvent au niveau de la grande poésie éternelle. Bien plus, dans une salle de mairie de village, où il écoute une conférence politique, dans les propos quotidiens de son épicière ou du journalier qui l'aide à bêcher son jardin, dans les conversations surprises entre les voyageurs de l'autocar poussés qui dépassent son village, M. de Rougemont prend contact avec la réalité sociale, avec un tuf d'humanité française dont, jusqu'alors, il n'avait cherté que verbalement et par signes abstraits.

Et c'est là d'ailleurs qui nous présente l'accusé discrètement accusé d'une angouille tragique, M. de Rougemont